

L'UE multiplie ses récompenses pour les crimes d'Israël

Par Ali Abunimah, le 18 juin 2020



Des Palestiniens affrontent les forces d'occupation israéliennes lors d'une manifestation contre la confiscation par Israël de leurs terres près du village de Qusra, au nord de la Cisjordanie, le 2 mars.

Sharona Weiss / ActiveStills

Des membres du Parlement européen expriment leur vive opposition aux dernières initiatives de l'Union européenne visant à renforcer le soutien à Israël alors même qu'il

poursuit ses [projets d'annexion](#) de grandes parties de la Cisjordanie occupée – une [violation flagrante](#) du droit international.

Ils sont cependant en minorité, car la Commission, l'exécutif de l'UE, et la majorité des membres du Parlement européen semblent se contenter d'envoyer à Israël un message de soutien inconditionnel.

Lundi, la Banque européenne d'investissement a [accordé](#) à Israël un prêt de 170 millions de dollars pour financer une usine de dessalement.

Et mercredi, le Parlement européen a [voté par 437 voix](#) contre 102 la ratification d'un nouvel [accord aérien](#) qui garantira aux compagnies aériennes israéliennes un accès encore plus large aux destinations européennes et donnera un élan supplémentaire à l'économie israélienne.

Une motion antérieure visant à reporter la ratification a été rejetée par 388 voix contre 278.

Les membres de l'UE, à titre individuel, offrent également des récompenses à Israël.

Par exemple, la Suède – qui jouit de la [réputation imméritée](#) de mettre Israël devant ses responsabilités – [finance une nouvelle initiative](#) pour encourager les affaires avec les « startups » israéliennes de haute technologie – un secteur inextricablement lié à son industrie de [la cyber-guerre et de la surveillance](#).

L'ECCP, une coalition européenne de groupes de défense des droits des Palestiniens, [condamne](#) les mesures de l'UE.

Les membres du Parlement européen « ont eu l'occasion de défendre la justice pour le peuple palestinien et de montrer à l'Israël de l'apartheid qu'il devrait assumer sa responsabilité dans les violations du droit international », a déclaré Fatin Al Tamimi, présidente de la campagne de solidarité Irlande-Palestine et membre de l'ECCP.

« Malheureusement, en choisissant de continuer à faire comme si de rien n'était avec Israël, même face au plan d'annexion fermement condamné, les députés européens ont montré une fois de plus à quel point l'UE n'est pas disposée à agir réellement pour défendre les droits humains et l'État de droit. »

« Honte à eux »

L'UE a exprimé sa forte opposition au projet d'Israël d'annexer les terres palestiniennes occupées, [avertissant même en février](#) que la saisie des terres « ne pouvait pas se produire sans contestation » si Israël allait de l'avant avec ce projet.

Mais sous la pression du lobby israélien, l'UE a renoncé à l'avertissement et est revenue à ses habituelles expressions vides, de « préoccupation ».

Mais l'UE ne se contente pas de ne rien faire pour arrêter Israël. Elle récompense et encourage activement ses crimes.

Manu Pineda, législateur espagnol de gauche et président de la délégation du Parlement européen pour les relations avec la Palestine, a posé une question à la Commission sur le financement par l'UE de l'usine de dessalement israélienne.

Il a qualifié cette décision d'« inexplicable » à la lumière des récentes actions d'Israël contre les Palestiniens.

L'Irlandaise Clare Daly a déclaré que ses collègues du Parlement européen « étaient tombés encore plus bas » en votant pour « normaliser les crimes israéliens » par le biais de la ratification de l'accord aérien.

« Honte à eux », a-t-elle ajouté.

Une heure à peine après avoir ratifié le traité sur l'aviation, les législateurs européens ont tenu un débat sur l'annexion en présence de [Josep Borrell](#), le chef de la politique étrangère de l'UE.

« Ces mêmes groupes politiques que nous avons entendus exprimer leurs préoccupations concernant l'annexion viennent de rendre celle-ci possible en votant en faveur de l'accord aérien UE-Israël », a déclaré la coordinatrice de l'ECCP, Aneta Jerska.

« C'est à tous égards le summum de l'hypocrisie de l'UE. »

Borrell a réaffirmé au Parlement que l'annexion « constituerait une grave violation du droit international ».

Il a averti que « du point de vue de l'Union européenne, l'annexion aurait inévitablement des conséquences importantes sur les relations étroites que nous entretenons actuellement avec Israël ».

En entendant ces mots, les rires des fonctionnaires israéliens doivent s'entendre jusqu'à la Banque européenne d'investissement.

Traduction : MUV pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)